

hebdo communiste des P.O.



chaque vendredi 2€

Le Travailleur Catalan l'hebdo

2€ - N° 4089 - Du 31 octobre au 6 novembre 2025

Perpignan - Futur hôtel de police

Encore retardé !



• **Crise sanitaire bovine**

Réactions p. 4

• **Anniversaire**

Les 75 ans du musée de Céret p. 12

l'Édito

de Jacques Pumaréda

“ Ici et là-bas



Le parti de Milei *la Libertad Avanza* a récolté 40,7 % des voix aux élections législatives de mi-mandat en Argentine ce dimanche 26 octobre. Ces élections lui permettent de quasi-tripler sa base parlementaire, sans atteindre la majorité absolue. La participation dimanche, de 67,9 % était quasiment la plus faible de toutes les élections depuis le retour de la démocratie en 1983. La brutalité du « *plus grand ajustement budgétaire de l'histoire* » a déjà vu plus de 200 000 emplois perdus, une activité anémiée, en contraction de 1,8 % en 2024, une reprise en 2025 qui s'essouffle et 80 % des Argentins qui gagnent moins de 600 euros. Quel vent mauvais souffle sur l'Argentine ? Le rouleau compresseur de la droite extrême, en France et dans le monde ? La Hongrie, l'Italie, les États-Unis... Comme une fatalité.

Et pourtant la candidate de la gauche irlandaise a remporté haut la main l'élection présidentielle ce dimanche 26 octobre, avec un programme prônant, entre autres, l'action urgente contre le réchauffement climatique, la réunification de l'Irlande et les droits des Palestiniens. C'est une victoire éclatante avec plus de 63 % des voix, contre 29,5 % à sa rivale de droite, Heather Humphreys, la députée Catherine Connolly devient la nouvelle cheffe de l'État d'Irlande pour un mandat de sept ans, succédant à Michael D. Higgins. Respectée pour son intégrité, elle était soutenue par les formations de gauche, notamment le parti communiste d'Irlande et le Sinn Féin. Comme un espoir.

À l'Assemblée nationale, en France, la bataille d'amendements bat son plein, sur le budget de l'État et de la Sécu. Les compromis minimums vantés par Sébastien Lecornu entre forces que tout oppose sèment plutôt la confusion. La gauche se disperse entre les socialistes qui regardent vers le centre et les insoumis persuadés que le rassemblement se fera autour d'eux. De quoi réjouir la droite et l'extrême droite qui bâtissent les ponts pour briser le cordon sanitaire autour du RN. La gauche a mieux à faire pour présenter une alternative crédible avec un imaginaire commun, un horizon culturel capable de contrer le bain identitaire actuel.

SOUSCRIPTION EXCEPTIONNELLE

La situation de notre journal nous amène à faire appel à votre solidarité. C'est avec solennité que nous en appelons à votre mobilisation. Le contexte économique marqué par l'inflation, la crise de la presse, la baisse des recettes publicitaires pèse lourdement sur notre trésorerie pour faire face aux dépenses et ce dès à présent. Chaque semaine, nous mobilisons des énergies considérables pour sortir un journal de qualité et par ailleurs répondre aux enjeux

contemporains de l'information afin d'accroître notre rayonnement et notre visibilité. Notre journal garde une originalité précieuse dans le paysage médiatique de notre département, en étant engagé et indépendant. Cette indépendance à un prix, nous ne pouvons compter que sur cette bataille populaire et donc sur vous. Chaque souscription même modeste sera un point d'appui pour que perdure notre journal. **Nous comptons sur vous !**

LE TRAVAILLEUR CATALAN



Je fais un don de € au profit exclusif du

et je libelle mon chèque à l'ordre : presse et pluralisme
Opération Le Travailleur Catalan

à l'adresse : Le Travailleur Catalan - 44, avenue de Prades - 66000 Perpignan

Je précise mes coordonnées :

Nom : **Prénoms :**

Adresse :

Code postal : **Ville :**

Coupon à détacher et à renvoyer à l'adresse du Travailleur Catalan !



Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : redaction@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0625C84621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication :
Jean Vilert
Maquette : Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet
Illustrations : © Delgé
Impression : Imprimerie Salvador
33 bd d'Archimède - 66200 Elne (France)

Webmaster :
Corinne Coquet / Dominique Gerbault
Publicité :
Richard Siméon
PHR



Habilité à la parution
de vos annonces
légales.
Contactez-nous par
mail : legales@letc.fr



Focus

Perpignan

L'hôtel de police de la honte

Construit dans les années 60, l'hôtel de police, sis avenue de Grande Bretagne, est dans un état de vétusté des plus avancés. Fuites, gouttières, fissures, remontées d'égouts obligent à des déménagements de bureaux, des évacuations temporaires au grand dam des policiers qui travaillent dans des conditions déplorables. Depuis des années les syndicats alertent sur une situation qui se dégrade au fil des années.

Un nouveau projet de commissariat est sur la table depuis dix ans sur le site des anciens *Courriers Catalans*. Mais le ministre de l'Intérieur Laurent Nunez vient de jeter un froid sur le financement de l'État dans cette réalisation. « *Je ne voudrais pas vous décevoir mais en l'absence de crédits, on cherche plutôt des partenariats locaux avec les communes* » a annoncé le nouveau ministre de l'Intérieur.

L'enveloppe de l'État sera moins conséquente que prévu. Encore une fois, la dégradation des services publics, et celui là est un des plus régaliens, est la conséquence des politiques suivies depuis des années. Les rodомontades des Darmanin, Retailleau et consort ne sont que des opérations de communication pour masquer la faillite d'une politique. On ne peut pas gaver le grand capital avec l'argent des contribuables (211 milliards par an) et en même temps développer les services publics. Il faut choisir ! Le gouvernement a choisi !



Le site du futur hôtel de police.

Et pire encore il demande aux collectivités locales qui financent déjà les polices municipales, de mettre la main à la poche, alors qu'en même temps il leur réduit les dotations. « *Poca vergonya* » (quelle honte) disait ma grand-mère.

Jacques Pumaréda

Le commissariat de Perpignan symbole du désengagement de l'État



Mathias Blanc tête de liste de Perpignan Autrement réagit à la décision de l'État de ne plus financer le nouveau commissariat de police de Perpignan.

« Les locaux de l'Hôtel de Police de Perpignan n'offrent pas de conditions de travail décentes aux fonctionnaires, ne permettent pas d'accueillir comme il se doit les usagers et notamment les victimes, en assurant la confidentialité des échanges, et ne garantissent manifestement pas le respect de la dignité à laquelle les gardés à vue ont droit. Dans ce contexte, la position du ministre de l'Intérieur au sujet du commissariat, telle qu'exposée en commission des lois ce 21 octobre, est intolérable. Ce dernier a ainsi déclaré : « (...) en l'absence de crédit, on cherche plutôt des partenariats locaux avec les communes et je pense qu'on prendra une initiative localement (...) pour voir ce qu'il est possible de faire de manière partenariale. ». Sans complexe, le ministre s'assurait ainsi sur ses obligations régaliennes et annonce que l'État n'assurera pas, seul, la charge des travaux nécessaires pour le commissariat. Sauf que, c o m m e



Mathias Blanc, tête de liste Perpignan Autrement.

l'ensemble des Français, les Perpignanaïses et les Perpignanaïses qui paient déjà des impôts, n'ont pas à payer deux fois pour leur sécurité ! L'État ne peut pas continuer à faire peser les conséquences de ses désengagements et l'abandon des services publics sur les collectivités territoriales dont il diminue en plus les dotations. L'État doit assumer ses responsabilités et attribuer à la ville les moyens matériels et humains dont elle a besoin pour assurer sécurité, tranquillité et prévention. Perpignan Autrement sera particulièrement vigilant à ce sujet et se mobilisera avec les habitantes et les habitants pour obtenir de l'État, à ses frais, un commissariat digne de ce nom. »

N. G.

Annonces

- **L'USR-CGT 66 appelle l'ensemble des retraités à se mobiliser massivement**
Jeudi 6 novembre à 10h – Place de la Victoire – Perpignan.
- **Rifle de Loisir Solidarité des Retraités**
Samedi 8 novembre à 14h30 – Salle des fêtes de la mairie – Elne.

Le vivant, ce n'est pas que du vent

Grippe aviaire, vache folle, langue bleue, aujourd'hui dermatose nodulaire, les agriculteurs sont confrontés à une série de maladies affectant l'élevage.

La dermatose nodulaire contagieuse qui impacte les bovins s'est étendue dans le département des Pyrénées-Orientales jusqu'ici préservé. Pour lutter contre la contamination, l'Etat et les services vétérinaires obéissants à des directives européennes ne font pas dans le détail et, aux dires des vachers, font fi de leurs états d'âme pour qui c'est un crève-cœur de vivre cette crise. Des euthanasies d'animaux malades et sains (une centaine) ont eu lieu sur les flancs du Canigou. Cette politique inhumaine d'abattage total et les interdictions aveugles et durables de mouvements des troupeaux sont difficilement acceptables par les éleveurs. Dans la vallée de la Rotja, les agriculteurs ont fait vacciner leurs laitières et vivent dans l'angoisse du résultat qui n'est pas immédiat : « il nous faut attendre au minimum 10 jours pour être sur



© Ray Cathala

de l'efficacité et 21 jours pour une immunité complète » explique une éleveuse.

La colère ou des solutions viables

Les agriculteurs et les populations rurales des hauts cantons grondent et se désespèrent restant conscients qu'il faille prendre des mesures pour éradiquer la maladie. Ils demandent donc un changement de stratégie : vaccinations, prise de sang, surveillance journalière, quarantaine, abattage ciblé. Pour la Confédération paysanne : « l'État est responsable de la multiplication des drames vécus dans les fermes touchées. En faisant reposer la ges-

tion de la maladie sur des mesures intenables, le ministère a généré des comportements de panique et des mouvements d'animaux propice à la diffusion de la maladie. »

R. C.

INTERVIEW

Le point de vue de la Confédération Paysanne

Les porte-paroles locaux, Mirabelle Lelièvre et Guillaume Husson, s'expriment.

Comment est gérée cette crise par les décideurs ? Par les éleveuses/éleveurs ?

La réglementation européenne classe la DNC en catégorie A ce qui oblige à une gestion par abattage total. La maladie a été classée A car non présente en Europe. Or depuis une dizaine d'années, elle est présente en Europe. À l'heure actuelle, les éleveurs n'ont pas d'autre choix que d'obéir à cette réglementation. Concernant la politique de vaccination, la France ne l'autorise que dans les zones atteintes. Dans les autres zones, le vaccin est interdit afin que la France puisse rester « zone indemne » et continuer ainsi de commercer sa viande avec les autres pays européens.

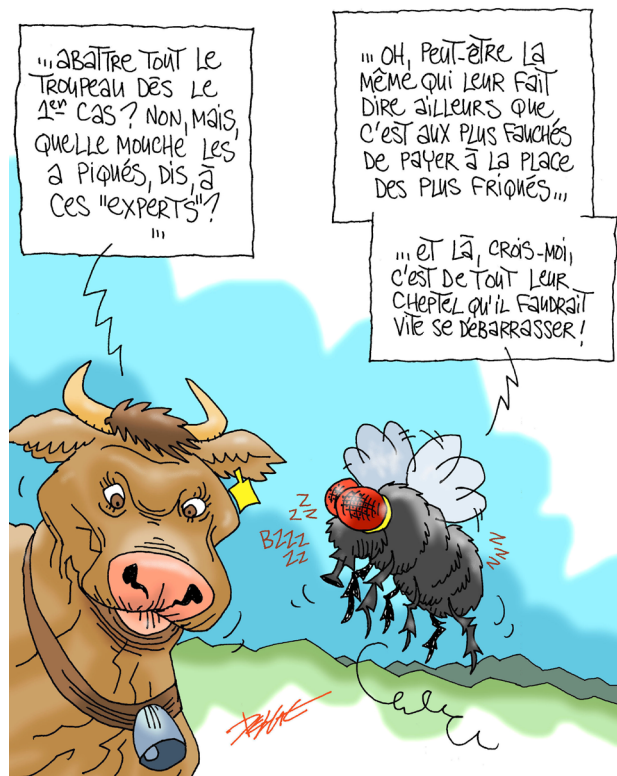
Pour la Confédération paysanne, quelles sont les solutions tolérables et viables ?

Changement urgent de catégorie de la maladie dans la réglementation européenne, qui est actuellement la source de la politique d'abattage totale mise en place en France. L'accès à la vaccination avec suffisamment de doses pour tous les éleveurs (zones atteintes et zones indemnes). Le changement complet de stratégie sanitaire en zone atteinte, en la basant sur l'abattage partiel (uniquement des bêtes atteintes). Une concertation de tous les acteurs.trices de terrain, et une prise en compte de la diversité des avis scientifiques concernant la gestion sanitaire.

La confédération paysanne invite aussi de façon plus globale à repenser l'organisation territoriale de la filière élevage, qui est actuellement principalement basée sur la circulation du bétail vers les pays voisins européens. Elle appelle à une priorisation de la production vers une consommation sur notre territoire, pour une vraie souveraineté alimentaire et une sécurisation des débouchés pour les éleveurs.

Propos recueillis par Ray Cathala

Dermatose nodulaire : le Préfet s'en tient à l'amère potion des zexperts ...



Communauté urbaine-Perpignan Méditerranée Métropole

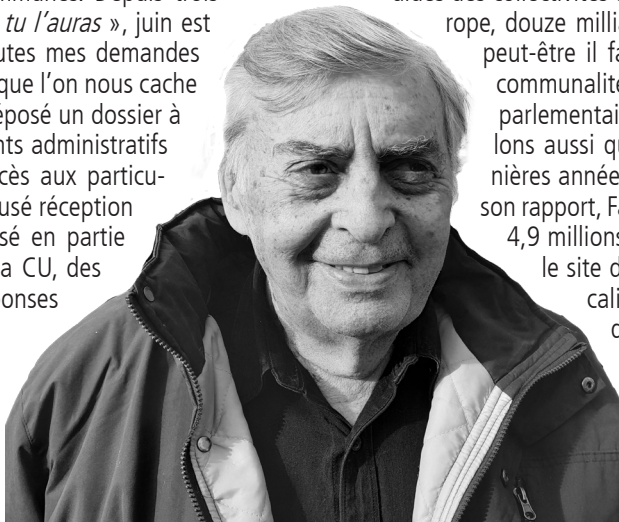
À quand la transparence ?

Ce lundi 27 octobre le conseil communautaire s'est réuni, à cette occasion Jean Vila a fait une intervention demandant la transparence sur l'aide aux entreprises, nous en publions des extraits.

Le conseiller communautaire de Cabestany a renouvelé sa demande ancienne de transparence : « vous savez ma demande depuis des années, notamment sur les zones économiques de Perpignan pour connaître les comptes d'exploitation de la gestion et les montants des déficits que je peux considérer comme des aides de la CU aux entreprises, déficits payés sur le budget général, c'est-à-dire par l'ensemble des communes. Depuis trois ans, la promesse « *au mois de juin tu l'auras* », juin est passé et rien de nouveau. Mais toutes mes demandes sans réponse veulent peut-être dire que l'on nous cache quelques inégalités. J'ai d'ailleurs déposé un dossier à la commission d'accès aux documents administratifs qui a pour objectif de faciliter l'accès aux particuliers aux documents. La CADA a accusé réception du dossier que j'ai envoyé, composé en partie des compte-rendus des débats de la CU, des questions que j'ai posées et des réponses obtenues. »

Les aides aux entreprises questionnées

L'intervention de Jean Vila s'est appuyée aussi sur le débat actuellement en cours au plan national.



« Le rapport de la commission d'enquête sénatoriale sur les aides publiques, rapport rédigé par Fabien Gay, sénateur communiste, et voté à l'unanimité apporte un chiffrage officiel, mais aussi 26 préconisations pour donner plus de transparence. Ces aides d'un montant de 211 milliards, sommes faramineuses, en font le premier budget de l'État et sont versées sans contrepartie des entreprises. À ces aides, il faut ajouter les aides des collectivités territoriales, autour de deux milliards, et de l'Europe, douze milliards de plus. Je donne ces montants auxquels peut-être il faudrait ajouter les sommes de certaines intercommunalités aux entreprises. Ces chiffres, tous les rapports parlementaires font foi, sont le fruit d'un consensus. Rappelons aussi que ces aides ont augmenté ces vingt-cinq dernières années, quatre ou cinq fois plus vite que le PIB. Dans son rapport, Fabien Gay demande que Michelin rembourse les 4,9 millions d'euros perçus pour l'achat de machines pour le site de la Roche sur Yon, machines qui ont été délocalisées avant même d'être débarrassées. Si d'un point de vue légal, rien ne contraint Michelin à rendre l'argent, son PDG Florent Menegaux déclare : « *si le CICE n'a pas servi pour des machines restées en France, ça ne serait pas anormal qu'on les rembourse et Michelin s'est engagé à rembourser.* »

J. P.



Pour l'emploi, la formation, la transition écologique

Le Parti communiste propose un « pacte pour la France » prônant « un plan d'investissement de 500 milliards d'euros sur cinq ans au service du climat et de la réponse aux urgences sociales ».

Les communistes prônent de mettre la main sur l'argent qui existe dans les banques, dans la Caisse des dépôts, à la Banque centrale européenne, afin de « *prêter à taux zéro aux collectivités, aux entreprises, à l'État sur la base de critères définis et au service du climat et des urgences sociales* ». Pour ce faire, il est « *indispensable de nationaliser une partie du secteur bancaire* », avance Fabien Roussel. Il propose « *d'augmenter les salaires tout de suite, d'augmenter les retraites, de baisser les taxes sur les produits de première nécessité, de baisser tout de suite aussi le prix de l'électricité* », ainsi que la construction de « *200 000 logements*

par an ». Sont également contenus dans ce programme « *la production de vingt nouvelles centrales nucléaires* » et un « *plan d'investissement dans le réseau ferré pour pouvoir préférer le train, mais baisser aussi le prix des billets* ». Le PCF entend également « *planifier l'embauche et la formation, sous statut, de centaines de milliers d'enseignants, de soignants, de travailleurs sociaux, de douaniers, de policiers, d'agents territoriaux* ».

La question de la dette

Depuis 2017, elle a augmenté de 1 000 milliards. Mais pour quelle utilisation ? Le pouvoir a permis aux grands groupes capitalistes de

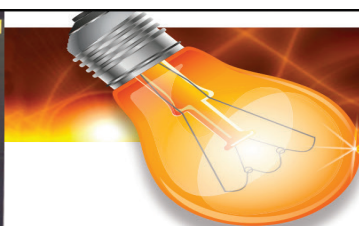
satisfaire les appétits financiers des actionnaires. En 2023, le Sénat l'a révélé, 211 milliards ont été versés sans contrôle aux gros trusts. Par exemple, le groupe pharmaceutique Sanofi a bénéficié du « *crédit impôt recherche* ». Il a fermé des centres de recherche en France et il investit 30 milliards aux USA. Quels gâchis. Les communistes suggèrent l'efficacité en s'appuyant sur le NFP avec un pôle public bancaire. La création de richesses, l'augmentation du pouvoir d'achat et l'amélioration des services publics relanceront l'économie et assainiront les finances publiques.

Claude Chapet

TOURRES JEAN

Electricité
Climatisation
Pompe à Chaleur
Entretien
Dépannage
04 68 22 86 30

PROMOTION



TOURRES JEAN
Electricité ALENYA

**INDUSTRIE - TERTIAIRE
BÂTIMENT - CLIMATISATION**

1, Place Henri Sayroux - 66200 ALENYA
www.electricite-jeantourres.eu

Tél : 04 68 22 86 30 / 06 11 23 55 12 - Email : marje66@jeantourres.com



Les retraités au cœur des attaques

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2026, version Lecornu, amplifie celui présenté par Bayrou ! C'est une attaque sans précédent contre notre Sécurité sociale et les droits des retraités. La lutte s'impose !

Mêmes recettes, mêmes effets ! Les plus hauts revenus et les entreprises sont à nouveau épargnés : niches fiscales, dividendes faramineux aux actionnaires, exonérations de cotisations sociales et aides publiques sans contreparties.

Haro sur les retraités en 2026 !

Le gouvernement reprend l'idée d'une année blanche, ce qui implique la non-revalorisation de l'ensemble des prestations sociales et du barème des impôts. Les conséquences vont être dramatiques pour les retraités. Pas de revalorisation des pensions non plus, soit, 0,4 point sous l'inflation de 2027 à 2030. Alors que le patronat préfère acheter 3,6 millions d'euros d'actions dans des entreprises d'armement avec les cotisations des salariés, Agirc-Arrco impose le gel de la retraite complémentaire.

À votre santé !

Ce projet de loi met en péril la santé des retraités. D'abord, le doublement des franchises médicales et de la participation forfaitaire annuelle fixée à 100 euros. Puis, la remise en cause du statut « *Affection de longue durée* », à laquelle s'ajoute la diminution de la prise en charge des cures thermales. De plus, rien n'est prévu sur la prise en charge de la perte d'autonomie. Autant de mesures qui vont contraindre nombre de retraités à se priver de soins et de suivi médical.

Ce projet de budget implique un transfert de prestations de la Sécurité sociale vers les complémentaires santé, alors que, faute de moyens, plus de 700 000 retraités n'ont pas de mutuelle. Il est possible de financer une Sécurité sociale répondant aux besoins de la population si l'on met un terme aux exonérations de cotisations sociales, aux paradis fiscaux et aux aides publiques envers les grandes entreprises sans contrepartie. Cela représente plus de 379 milliards d'euros qui couvriraient l'ensemble des dépenses actuelles de la Sécurité sociale, du développement des hôpitaux et des centres de santé publics.

À Perpignan, ce 6 novembre

Avec les organisations de retraités CGT, Solidaires, FSU, CFE-CGC, CFTC, FGR-FP, Ensemble Solidaires et Loisirs Solidarité Retraités, la mobilisation est massive pour exiger :

- la revalorisation de 10 % de toutes les pensions,
- des mesures pour les petites retraites,
- l'indexation des pensions sur l'évolution des salaires,
- le droit à la santé et à l'accès aux soins pour toutes et tous,
- le retour de la retraite à 60 ans avec des départs anticipés pour les métiers pénibles, le maintien de l'abattement fiscal de 10 %.

Hervé Sazé

La Poste 66 - Toujours et encore la répression



Ruth Ceballos et Alex Pignon responsables syndicaux.

On ne compte plus, depuis quelques années, le nombre de convocations à des entretiens préalables à sanctions, voire à licenciements, de responsables syndicaux de la Poste dans le département.

Ce lundi 20 octobre, c'était au tour de Ruth Ceballos (CGT) et à nouveau d'Alex Pignon (CGT), déjà mis à pied un an et demi (photo). Après Samuel Toutain (Sud PTT, trois mois sans salaire) et Jérôme Argouze (Fapt CGT, un mois et demi). Les responsables syndicaux sont donc clairement visés. Le ridicule ne tue pas, dit-on. Dans ce cas précis, il s'agirait donc de « *chaussures de sécurité* » non portées pour une simple réunion paritaire et de mots prononcés lors d'une même réunion paritaire ! Grieffs dérisoires et futiles, qui seraient risibles s'ils ne pourrissaient pas la vie de ces salarié.e.s. Une soixantaine de manifestants leur ont apporté leur soutien. Les salariés regrettent que la direction soit bien mieux inspirée en consacrant son énergie à stabiliser l'activité postale, à s'assurer que le service soit bien rendu aux usagers. Ce n'est malheureusement pas le cas.

M. M.



Lola Beuze candidate à Maury

La conseillère départementale communiste du canton de la vallée de l'Agly et conseillère municipale de Maury a annoncé sa candidature comme tête de liste, avec une équipe soudée et déterminée, pour les élections municipales de 2026.

Le TC l'a interrogée sur ses motivations et son programme.

Pourquoi cette candidature ?

Comme vous le savez, Charles Chivilo, le maire actuel a annoncé depuis plusieurs mois qu'il ne se représenterait pas en 2026. Cette décision, que je respecte, m'a amené à prendre mes responsabilités, avec une équipe renouvelée, pour qu'à Maury l'avenir continue à être synonyme de progrès. Notre ligne de conduite est de tout faire pour que Maury soit et reste un village vivant, solidaire et accueillant. Pour cela nous soutiendrons l'école, les structures et les associations déjà présentes sur le terrain, en les aidant à poursuivre leur travail vital pour le bon fonctionnement du tissu social. Bien entendu les services publics de proximité seront défendus et soutenus.

Grâce à son dynamisme, ses moments festifs, ses activités scolaires, sportives et culturelles Maury continuera de rayonner, comme il le fait déjà.

Et d'un point de vue économique ?

La principale activité économique de la vallée, donc de notre village, c'est la viticulture. Malheureusement avec les aléas climatiques celle-

ci est en danger, même si la renommée de nos produits et la qualité de notre terroir restent un atout. C'est pourquoi les racines rurales de notre commune du Fenouillèdes seront largement mises en avant par notre équipe, dans le cadre d'un travail intercommunal. La défense des terres et activités viticoles et agricoles sera notre priorité tant humaine qu'économique pendant les prochaines années. Que cela soit sur les sujets économiques ou de la vie quotidienne nous prendrons les décisions en toute transparence, en consultant les professionnels, les citoyennes et citoyens sur tous les projets qui engagent l'avenir de la commune et de ses habitants. Pour continuer à construire un territoire solidement ancré dans son terroir et son histoire, tourné vers les défis naturels, économiques et démographiques nous aurons besoin de tous. C'est le sens de notre candidature et de nos engagements.



Propos recueillis par Dominique Poirot

Vous pouvez joindre Lola BEUZE et son équipe au 06 15 74 62 07 ou par mail : municipalemaury2025@gmail.com

En Català



Les cinc arquas

Capitol 2 (3)

A l'inici, sols era una altra manera per ells de caminar per la muntanya, amb un pretext, com havia sigut un temps la pesca, i com encara era l'esquí. Varen començar a interessar-se a les fites.

Primer les conegudes, la roca d'en Talau, entre la Tor de França i Montner, i dues o tres altres que excursionistes o historiadors amateurs havien assenyalat. Poc a poc varen trobar el

g u s t del descobriment, una creu d'Aragó o un escut francès, de vegades junts sobre la mateixa

roca, com la d'en Talau, traces perdudes enmig del nostre. El fet que tan poca gent s'hi interessés s'afegia al seu plaer. Ràpidament varen comprendre que elements anteriors al tractat de Corbeil havien servit per marcar la frontera, construccions humanes o propostes de la naturalesa, lo que en deien "pedres remarcables".

I enmig d'elles, els dolmens. D'un menhir sempre hi ha el dubte de si és una producció humana o una curiositat natural: la qüestió encara queda oberta pel de Conòsols. Davant d'aquell monument dret, el Pau va imaginar que si es posava en línia el menhir, el poble i un collet de al rerefons, podia servir per donar ja no es recorda quina orientació de ja no sap què... No importava de

totes maneres. Lo que importava eren les passejades pel terme, els paisatges que travessaven, sempre diferents...

Sí, una pedra dreta, i tota la muntanya n'és plena de pedres o de peïres dretes, segons que decantis del costat català o occità, mai no és segur que sigui home o déu que l'hagi aixecada. Però amb un dolmen no hi ha dubte possible. És l'obra perenne, de pedra, la més antiga de tota la civilització occidental, anterior fins i tot a les piràmides egípcies....

Lo de la Història li agradava sobretot al Jaume. S'havia finalment fet tot un especialista de com anaven les coses entre el tractat de Corbeil i el dels Pirineus.

De fet, la frontera no era lo que és ara, una ratlla i d'un costat és a casa meua, de l'altre a casa teua. Els estats no eren lo del dia d'avui, uns espais ben definits, tancats, amb cada un les seves lleis, les seves maneres de viure. Una llengua més que tot. A l'edat mitjana, els lligams eren molt diferents. Els mots d'una mateixa llengua, la manera de mesurar una quantitat de blat o una distància, podien ser diferents de vegades d'un poble a l'altre. I lo més estrany és que la gent se comprenia, en tot cas tan com avui...

El Pere deia que els mots, més que per entendre's eren fets per se desentendre. I quan afegia que és lo que permetia la poesia i l'humor, els altres aixecaven menys els ulls de desaprovació, perquè la poesia i l'humor eren coses molt importants per ells. (seguirà)

C&C



La Sécurité sociale de l'Alimentation

L'idée fait son chemin



Trois formations* de gauche, s'associent dans le département pour aider les initiatives naissantes, concrétiser et initier quelques projets, fédérer et peser sur les prochaines élections locales.

Le constat de départ est simple : Le XXI^e siècle ne peut pas être, en France, celui où une partie importante de la population reste mal alimentée ou sous-alimentée. La pauvreté gagne du terrain, particulièrement dans notre département. Des enfants, des familles, des personnes âgées connaissent la faim, quotidiennement.

Huit millions de personnes souffrent de privations alimentaires

Une proposition de loi « d'expérimentation vers l'instauration d'une Sécurité sociale de l'alimentation, n° 386, déposée le mardi 15 octobre 2024 », n'a pas été traitée jusqu'au bout (délais insuffisants !). Il n'y a donc pas eu de vote à l'Assemblée nationale. Malgré tout, des initiatives localisées ont vu le jour, qui fonctionnent et font leurs preuves, en lien avec les associations locales, les producteurs locaux, les volontaires et les collectivités locales. À Grenoble et à Montpellier, à Elne (voir article suivant) la « Sécurité sociale de l'alimentation » progresse et s'installe durablement. La démonstration de la faisabilité est faite.



© Michel Marc

« La Sécurité sociale est en danger. Nous sommes, nous, pour le 100 % sécu. Nous militons pour ça. C'est clair. Par ailleurs, nous sommes pour la création de la Sécu de l'alimentation, sur les mêmes principes. De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins. Et nous soutiendrons les partis politiques qui vont dans cette direction » précise Edmond Harlé, de Debout 66. Philippe Assens (l'Après) poursuit : « nous avons tous des députés à l'Assemblée nationale. Et le projet de loi est disponible sur internet. Nous conseillons à tous sa lecture ». Un jeune étudiant présent, du syndicat UP (Union progressiste) intervient

et ajoute : « la précarité alimentaire est importante, les APL sont menacées et les coûts de scolarité augmentent. Il y a urgence pour une grande partie des étudiants. Nous avons commencé les débats avec eux ». Les trois formations politiques vont communiquer, s'adresser aux citoyens (cotisations), aux partis (décisions), aux associations et aux producteurs pour construire localement une plateforme départementale.

« S'unir aux municipales, c'est un devoir ! »

Unaniment, les participants fustigent la division locale des listes sur Perpignan. « On appelle au rassemblement des gauches ! C'est un devoir majeur ». D'accord sur les orientations générales, sur de nombreux projets progressistes, les militants vivent mal les divisions mortifères et ils le disent. Ils s'engagent à agir auprès des personnes concernées. Rien d'étonnant, au fond. Des initiatives sont prévues dès le mois de novembre.

Michel Marc

* « L'Après ». Alexis Corbières, Clémentine Autain... (écartés de LFI, 2024)
« Debout ». François Ruffin (créé en 2017)
« Génération.s ». Créé par Benoît Hamon

La citoyenneté au service d'une sécurité sociale de l'alimentation

Un collectif citoyen s'est créé à Elne pour tenter de créer un système alimentaire commun, juste et respectueux du vivant. Son but est le libre choix et l'accès à une alimentation saine et durable des habitant.e.s et la réduction de la précarité alimentaire, ce qui s'apparente à une sécurité sociale alimentaire (SSA). L'objectif va au-delà de l'alimentation et vient en appui de pratiques agricoles vertueuses (sol vivant, bio, agro-écologie, ...). L'expérience se veut pour toutes et tous avec une mixité sociale, générationnelle, d'origine et de revenus pour construire collectivement ce projet.

R. C.

Environnement

Le projet de méga-téléphérique de Vallter largement contesté



La province de Gérone et la Generalitat ont validé et soutenu un aménagement que de nombreuses personnes considèrent comme écocide. Le débat est lancé, difficile.

Le réchauffement climatique réduit, partout en Europe, les plages d'ouverture des stations de ski. Sans aucun doute scientifique, le phénomène va se poursuivre. L'activité alpine et nordique s'en trouve donc raccourcie, les apports économiques sont moindres et posent, pour les communes de montagne, la question de l'avenir à construire. La vallée du Ter, de Camprodon à Setcases, jusqu'à la station de ski de l'Ull de Ter n'y échappe pas. Le tourisme hivernal de la montagne, à Vallter comme ailleurs, est appelé à se réduire.

Un téléphérique à 2 500 m !

Ce qui est frappant, à peu près dans tous les cas de recherches de nouvelles activités pérennes, c'est la propension à inventer, pour pallier aux difficultés, de nouveaux équipements à vocation touristique, encore et toujours. La crise, qui n'est pas que climatique, aiguise ainsi les appétits. Dans ce cas précis, imaginer un transport aérien de 16 000 personnes par jour sur les crêtes à 2500 m d'altitude toute l'année interroge. Pourquoi pas, au fond, y ériger aussi un complexe restauration et buvette, où les randonneurs pédestres du HRP (haute randonnée Pyrénées) pourraient s'y sustenter ?

L'endroit se situe à la frontière. Très minéral à partir de 1900 m, lui-même installé dans un parc naturel, il jouxte les zones protégées des Pyrénées-Orientales, « Canigou Grand Site », la réserve naturelle de Mantet et le Parc naturel régional où, par définition, on s'efforce de protéger les paysages, les activités et les écosystèmes. On y surveille les populations animales, l'évolution des espèces végétales face au réchauffement. L'accès pédestre s'opère par la Portelle de Mantet ou par le HRP. L'imagination des lecteurs est ainsi sollicitée.



© Michel Marc



Quatre cents manifestants à Camprodon

Samedi dernier, au cœur du village dans un écrin sublime, les militants contre le projet se sont rassemblés. Des Catalans du sud, bien sûr, avec leurs associations écologistes mais aussi, et ce n'est pas une surprise, entre 60 et 80 venus du « nord », pour témoigner de leur soutien et de leurs inquiétudes. Alternatiba 66, la LPO66 (ligue de protection des oiseaux) tenant un stand, Viure (collectif de plusieurs associations), le très connu et éternel Antoine Glory représentant le « Groupe pyrénéen excursionniste », l'association Charles Flahault... Les maires de Casteil et Mantet étaient présents. Les orateurs ont pris la parole. Un repas était ensuite partagé sur place. Par ailleurs, venant de notre département, des communiqués contestaient, avec force arguments, le projet. La LPO, la LDH... Michel Garcia, président du PNR, Hermeline Malherbe présidente de Canigou Grand Site et la FRNC (fédération des réserves naturelles catalanes), le 15 mai déjà, écrivaient au préfet : « nous souhaitons attirer votre attention sur le projet Vallter 365... et sur les conséquences qu'il pourrait avoir sur les espaces protégés de P.-O., notamment ceux entourant le massif du Canigou et les zones sensibles des réserves naturelles ». À suivre.

Michel Marc

annonces légales - annonces légales - annonces légales - annonces légales

AVIS DE TRANSFERT D'ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL

EURL AXIUM MARINE
Société à responsabilité limitée,
au capital de 60 000 euros,
Siège social : 3 Impasse VERDI 66140 CANET-EN-ROUSSILLON,
918343393 RCS PERPIGNAN

Aux termes d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 01/10/2025, il a été décidé de transférer l'établissement principal de la société du 3 Impasse VERDI 66140 CANET EN ROUSSILLON au 2 Rue Nautille 66140 CANET EN ROUSSILLON à compter du 01/01/2025.

Le siège social demeure au 3 impasse VERDI 66140 Canet en Roussillon, sans activité sur place.

Mention sera faite au RCS de Perpignan. Fait à Canet en Roussillon, le 01/10/2025. Pour avis,

La Gérance

AVIS DE CLÔTURE DE LIQUIDATION

MOTOS RAID 66
Société unipersonnelle à responsabilité limitée, en liquidation
Au capital de : 15 000 euros
Siège social : Ancienne route de Thuir 66270 LE SOLER
N° SIREN : 504 425 380 RCS de PERPIGNAN

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 31 décembre 2024, les associés ont :

- approuvé les comptes définitifs de liquidation ;
- déchargé M. LOPEZ Jean-Michel de son mandat de liquidateur ;
- donné à ce dernier quitus de sa gestion ;
- ont constaté la clôture de la liquidation à compte du jour de ladite assemblée.

La société sera radiée du registre du commerce et des sociétés de PERPIGNAN

Pour avis et mention,
M. LOPEZ Jean-Michel
Liquidateur



© Zebulon photos 2025

Une USAP constante dans la nullité

Battue (29-22) à Montauban, elle reste à zéro point au classement après huit matchs. Lamentable exploit.

Un match à deux s'est dessiné dans ce Top 14 de haute intensité. Deux équipes occupent le bas du tableau dont elles n'émergeront plus. Mais l'une d'elles, Montauban, sait se battre avec ses faibles moyens alors que l'USAP, avec des moyens plus conséquents, inquiète ses plus fidèles supporters. Zéro point en huit matchs ! Du jamais vu en Top 14 depuis 2005.

Les raisons d'un tel naufrage

Les supporters dont certains, peu nombreux certes, ternissent l'image de marque du club. Sifflets, doigts d'honneur, accrochages en divers lieux, invectives envers certains joueurs du club en particulier sous couvert des affreux réseaux sociaux. Pas bon pour le moral du club, même si à Montauban les suiveurs catalans se sont tous tenus de manière exemplaire, félicités par les membres du club local. Il fallait le signaler ! Fort heureusement ce ne sont pas les supporters qui sont sur la pelouse même si d'aucuns pensent qu'ils se défonceraient peut-être plus que certains joueurs. Aïe ! Aïe !

Les joueurs, bien entendu, sont montrés du doigt car certains, pas nombreux il est vrai, oublient de faire le job ou le font sans retenue, souvent sous l'emprise d'une nervosité très compréhensible vue la situation de l'équipe. D'autres, rares, font planer une ambiance délétère sur le groupe.

La mauvaise saison précédente, sauvée à la dernière minute de l'access match, a ravagé le moral des encadrants. Ce début de saison est encore pire. De fait, le staff s'est réduit comme peau de chagrin depuis quelques semaines avec les retraits de David Marty et de Gérard Bastide détruits mentalement. Le manager Franck Azéma se dit sans solution, seul à la barre avec quatre soutiens uniquement, nouveaux au club ou dans le métier, alors que certaines équipes possèdent... une douzaine de membres dans leur staff. Pourquoi une telle disparité ? Les finances bien entendu !

Le président François Rivière ne semble pas très inquiet voire conscient de cette situation catastrophique pour l'USAP, allant même, la veille du déplacement à Montauban, jusqu'à déclarer qu'une défaite dans

le Tarn-et-Garonne ne serait pas grave... Depuis quelques mois deux jokers médicaux auraient pu (et du) être engagés par le club pour venir renforcer l'équipe suite à des blessures longue durée de joueurs importants. Rien ! Les deux membres du staff n'ont toujours pas été remplacés. Il ne faut pas prendre pour prendre...

C'est une question de finances, semblent laisser sous-entendre certains supporters de l'USAP lorsqu'ils remarquent, par exemple, que les sponsors maillot qui étaient nationaux ne sont plus que des sponsors locaux. Où est passé le fameux carnet d'adresses que le président avait fait miroiter lors de son arrivée à la tête du club ? Ne serait-il pas le moment de le retrouver ?

Cela devient une véritable torture pour le supporter qui voit l'USAP s'enfoncer au fil des jours et qui, à ce rythme, va finir par disparaître. Disparaîtra aussi et plus rapidement encore l'abonné qui en a marre d'être pris pour un pigeon.

Une si longue attente

Ayant conscience que son message ne passait pas auprès des joueurs et qu'il n'avait aucune solution pour faire évoluer le groupe, Franck Azéma a décidé d'être relevé de ses fonctions pour créer un électrochoc. Quittera-t-il pour autant le club ? Pour lui succéder Laurent Labit a été pressenti, lui qui a managé le XV de France pendant de nombreuses années, s'occupant en particulier du jeu des trois-quarts. Contacté depuis la réception du Stade Français, Laurent Labit a, par courtoisie, décidé de ne communiquer que lorsque Franck Azéma se sera prononcé sur son avenir. Rien d'officiel n'avait filtré à l'heure du bouclage de l'édition du TC.

Le rugby n'est pas, jusqu'à preuve du contraire, une science exacte. Ces changements peuvent fonctionner... ou pas. L'avenir nous le dira ! Une similitude avec 2014, année où l'USAP, avec de nombreux internationaux, était descendue en Pro D2... mais avec 51 points.

Fins aviat

Jo Solatges

Archipel

Vanessa Wagner, un doigté unique

Jeudi dernier, la pianiste Vanessa Wagner donnait au Grenat de l'archipel un récital de haute tenue et exigence.



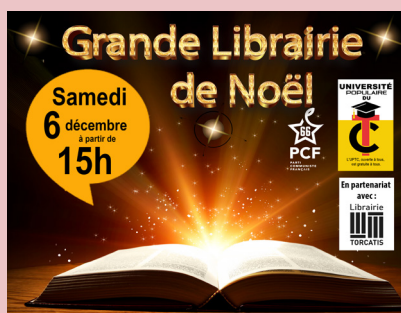
© Lyodah Kanelak

La pianiste Vanessa Wagner se produisait pour la troisième fois à l'Archipel, salle qu'elle affectionne pour son acoustique. On l'y avait notamment entendue dans un répertoire électro en compagnie de Murcof, le registre était jeudi soir très différent, témoignage de l'éclectisme qui est la marque de fabrique de l'artiste. Un programme de musique romantique du XIX^e siècle, des Impromptus de Sibélius, pièces inconnues de beaucoup, les Scènes d'enfants de Robert Schumann et quatre pièces de Liszt. Dès qu'elle paraît, dans sa robe noire agrémentée de plumetis, elle impressionne. Elle enchaîne l'ensemble du programme par cœur, profondément concentrée, un jeu d'une grande élégance, un toucher aérien.

La chorégraphie de ses mains est fascinante, elles ont comme une vie propre et c'est comme à regret qu'elle les détache du clavier. Une interprète de haut vol, très cérébrale. Ce n'est qu'à la fin du concert qu'elle commente le programme. Elle en révèle la tonalité mélancolique, celle de l'enfance envolée, d'un temps qui ne reviendra jamais, thèmes si bien mis en musique par Schumann et Liszt.

En rappel, elle donne Satie et Philip Glass, la musique minimaliste de ce dernier lui convient à merveille. Elle vient d'ailleurs d'enregistrer de Glass *The Complete Piano Études*, un double CD abondamment commenté dans la presse.

N. G.



**Samedi 6 décembre 2025
à partir de 15h**

Rendez-vous au 44, avenue de Prades à Perpignan pour participer à la Grande librairie de Noël organisée par l'UPTC et le PCF66,

Un moment privilégié de culture et de convivialité autour du livre et de la lecture.

Où sortir ?

Perpignan

Archipel Jeudi 6 novembre à 19h et vendredi 7 novembre à 20h30 | **Macbeth** William Shakespeare, David Gauchard, Compagnie L'unijambiste De 10 à 30€.

Institut Jean Vigo | Jeudi 30 octobre à 19h | Projection - **Casa Susanna** | 7€/réduit 5€. Jeudi novembre à 19h | Projection - **Les Nuits de Cabiria # Histoire du cinéma** | 7€/réduit 5€.

El Mediator | Jeudi 6 novembre à 20h30 | Concert Reggae - **Oai Reggae Party + DJ Set** | 2€. Samedi 8 novembre à 20h30 | **Rap - Bekar+ Dakeez** | 27€/réduit 24.30€.

Palais des congrès | Lundi 3 novembre à 20h30 | Spectacle - **Monsieur Doumbia** | 45€/réduit 37€.

Casa Xanxo | Mercredi 5 novembre à 15h | **Après-midi en renaissance** | Gratuit.

Argelès-sur-Mer

Espace Jean Carrère | Du 21 octobre au 2 novembre de 20h à 23h | **Abrac'Argelès** - Festival de magie | À partir de 10€.

Banyuls-sur-Mer

Salle Novelty | Dimanche 2 novembre à 16h30 | **Concert L'heure musicale des amis d'Alain Marinaro** | 13 €/10 € pour nos adhérents, gratuit pour les moins de 18 ans. Le Banyuls de la mairie et l'inestimable gâteau de Jean-Yves. Réservations au 07 49 77 00 56 ou sur www.alainmarinaro.fr.

Elne

Rue du Docteur Charles Bolte | Mercredi 5 novembre de 18h à 18h55 | Spectacle - **La grande course** | Gratuit.

Font-Romeu-Odeillo-via

Sola de la Calma Est | Dimanche 2 novembre | **Passage de la terre** Un parcours nocturne rempli de frissons, de surprises et de créatures effrayantes... Serez-vous aller jusqu'au bout ? | Gratuit.

Nefiach

Salle des fêtes | Vendredi 7 novembre à 18h30 | Concert - **"Folk - Pop-psyché 70'S"** avec le groupe Pneumatic Serenaders | Entrée libre.

Sainte-Marie-la-Mer

Centre culturel Oméga | Jeudi 6 novembre à 20h30 | Violon à la mer - **Requiem de Mozart** | 10€.

Suivez-nous



Céret

Au creuset de l'art moderne et contemporain

**Le Musée d'art moderne fête ses 75 ans avec une exposition d'envergure
« 75 ans d'amitié, les artistes et le musée ».**

Pour son 75^e anniversaire, le Musée d'art moderne de Céret propose une exposition qui met en lumière les liens historiques entre le musée et les artistes qui ont contribué à sa renommée, notamment Marc Chagall, Henri Matisse, Pablo Picasso, Christine Bouteiller, Valentine Prax, Claude Viallat, et bien d'autres. Ce sont plus de soixante œuvres majeures, des donations et des installations monumentales qui sont exposées, retraçant l'histoire du musée et son rôle dans la création artistique.

Le parcours des différentes salles est une plongée dans l'histoire de l'art du début du XX^e siècle jusqu'à aujourd'hui, on mesure le rôle essentiel qu'y a joué Céret, une commune pourtant pas si grande. Céret, sa situation proche de l'Espagne, son climat, sa lumière, ses paysages. Céret le rendez-vous d'artistes majeurs. Céret, le refuge de beaucoup durant la seconde guerre mondiale.

Tout a commencé avec la rencontre à Barcelone de Picasso avec le sculpteur Manolo, ce dernier, avec le peintre Burty Haviland et le musicien Déodat de Séverac ont contribué à faire de Céret un des hauts lieux de l'art moderne.

© Nicole Gaspon



Picasso

On y voit de nombreux artistes liés à la création du musée, Burty Haviland, Picasso, la visite de Dali...Et une formidable sélection d'œuvres, peintures, céramiques, sculptures, installations. Le rappel aussi d'expositions marquantes passées, celle de Najia Mehadji, de Pinchus Krémegne à Viallat, en passant par Matisse, Chagall, Picasso, Dufy, Tapiès, bien sûr et d'aujourd'hui, Tony Grand dont l'installation *Du simple au double* occupe une salle entière, Tom Carr, Adrienne Farb... C'est gigantesque et donne un peu le vertige, il faut vraiment prendre le temps.

Ces artistes ont contribué à la richesse des collections du musée par leurs œuvres, leurs donations ou leurs collaborations. L'exposition met en avant leurs créations emblématiques et leur relation avec le musée et la ville.

Ne pas oublier la salle *La guerre et la paix* où des artistes comme Ben, Saura, Monory évoquent la guerre aujourd'hui, expriment leur horreur. Le musée propose depuis mars 2025 un nouveau parcours d'art contemporain en sept étapes et, jusqu'en février 2026, une exposition temporaire *La main en visière* de Nicolas Daubanes.

Nicole Gaspon

Commissaires de l'exposition : Aude Marchand et Jean-Roch Dumont de Saint Priest, conservateur.

Le musée est ouvert de 10h à 18h de septembre à juin, les tarifs varient entre 6 et 10 euros.



Maillol, portrait d'une catalane.

Le musée sera fondé en 1950 avec Pierre Brune comme conservateur et surnommé la « Mecque du cubisme » grâce à la présence d'artistes comme Braque et Picasso. Il a évolué au fil des années, avec des réouvertures en 1993 et 2022. L'exposition anniversaire met en avant les amitiés fondatrices, créatrices et durables entre le musée et les artistes, tout en explorant les valeurs de fraternité, création et liberté.

Le parcours est chronologique, dans chaque salle, un texte explicatif, des photos dont une partie de Robert Julia, photographe humaniste, d'autres plus anciennes.

© Nicole Gaspon



Chagall

Livres

Mes années initiatiques

Roger Hillel, militant engagé dès les années 60, a été rédacteur au *Travailleur Catalan* de 2003 à 2018. Son livre précédent, « Tout ça... pour ça ? » portait un regard sur « six décennies de militance communiste (1960-2020) ».

Dans ce dernier ouvrage, intitulé « Mes années initiatiques » Roger Hillel dépèce les vingt premières années de sa vie et éclaire ainsi les racines profondes de ses engagements futurs.

Dans ce dernier ouvrage, intitulé *Mes années initiatiques*, Roger Hillel dépèce les vingt premières années de sa vie et éclaire ainsi les racines profondes de ses engagements futurs. Il s'agit là d'un processus minutieux où l'auteur dissèque son propre parcours avec lucidité et bienveillance mais sans concessions. Cette démarche, menée avec honnêteté et rigueur, offre un récit captivant, enrichi par la volonté sincère de mieux cerner l'origine de ses choix et convictions.

Epreuve et quête de sens

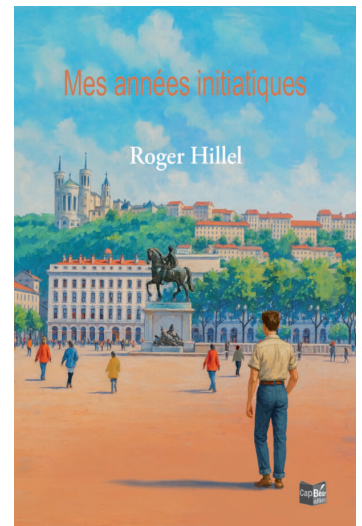
La petite enfance de Roger Hillel est profondément marquée par la rafle de mars 44 à Avignon, événement traumatique qui laisse en lui une empreinte indélébile.

Conscient de l'importance de cette expérience fondatrice, l'auteur engage alors ce qu'il qualifie de « travail d'extraction de mémoire ». Il confie d'ailleurs en avoir « sous-estimé les difficultés », tant une telle exploration échappe à toute rationalisation... Poursuivant dans une démarche rigoureuse, presque scientifique, Roger Hillel s'attelle à un travail d'enquête tout aussi exigeant. Le tricotage est subtil, entre transmissions, héritages et expériences personnelles, créant une saga intime tout à fait captivante ! Porté par une réflexion profonde sur le sens de ses choix, le récit emporte le lecteur par sa sincérité et la richesse de son analyse. Cette déambulation, menée avec obstination, donne à voir au lecteur, en filigrane, la trace

persistante de la blessure initiale. Blessure, bien que jamais véritablement mise à jour, qui irrigue l'ensemble du récit et lui confère une profondeur singulière. Par cet entrelacs de souvenirs personnels, transmission familiale et exploration mémorielle, l'histoire intime rejoint le récit universel, authentique et touchant.

« Monique, tout me ramène à elle »

L'ouvrage s'achève sur le récit de sa rencontre avec Monique, qui ouvre une page déterminante de sa vie, témoignage d'un amour inébranlable et d'un compagnonnage rare durant cinquante-six années. Jusqu'au décès de Monique qui le laisse « *immensément malheureux* » soulignant avec force la douleur irréparable de son absence.



Evelyne Bordet

Mes années initiatiques
Cap Béar éditions. Septembre 2025. 16€

Une diva d'ici

Peu se souviennent de Renée Vidal, cantatrice de renommée internationale née à Ille-sur-Têt en 1861. Dans son dernier livre, *La voix de la Sibylle*, Nicole Yrle lui rend justice.



Au fil de ses différents romans, Nicole Yrle fait aussi œuvre d'historienne, l'histoire nourrit plusieurs de ses livres au moyen d'un rigoureux travail de recherche. La voix de la Sibylle, son dernier titre, en apporte un nouveau témoignage.

Il nous transporte au XIX^e siècle aux côtés de Renée Vidal née Zélia Vidal en 1861 à Ille-sur-Têt qui devait faire une magnifique carrière internationale. Un des mérites du livre est de mettre en lumière une artiste d'ici, trop peu

connue. L'invisibilité des femmes dans l'histoire et l'art est hélas une constante.

Mais ce n'est pas qu'un récit historique. Pour nous faire connaître Renée-Zélia l'auteure passe par la fiction. Le livre débute avec la jeune Sybille et sa famille, personnages qui évoluent dans les années 80. Sybille s'interroge beaucoup sur l'origine de son prénom (mal orthographié par erreur), comme Zélia-Renée, elle embrassera une carrière de chanteuse. Sybille conduit à Renée Vidal, avide de savoir, la jeune fille questionne son père, une vieille dame et c'est au travers de ces récits croisés que se dévoilera le parcours de Renée. Réalité et fiction se mêlent tout au long du livre.

Le château de la Sibylle

Formidable contralto, adulée, Renée Vidal, la voix de la Sibylle (voix divine que celle de la prêtresse d'Apollon), a chanté tous les rôles dans un nombre incalculable d'opéras de par le monde, elle a connu la gloire, la richesse. Toujours attachée à son Roussillon natal, elle y reviendra régulièrement et se fera construire, entre Ille et Bèstest, le château de la Sibylle ainsi qu'un monument funéraire. Elle y mourra à tout juste 50 ans. C'est le portrait d'une

femme puissante, généreuse, qui a fait le choix de vivre pour son art. Au XIX^e siècle il était quasi impossible pour une femme de concilier carrière et vie de femme. Est-ce différent aujourd'hui ? Bien des pesanteurs demeurent, d'ailleurs, la Sybille du XX^e siècle ne fera pas le choix de Renée...

Au fil de ce texte très documenté, on suit pas à pas la carrière de la diva, mais aussi l'histoire de sa famille, la répression des Républicains, le coup d'État de Louis Napoléon Bonaparte, avec son lot de drames. Tout un pan de l'histoire entre XIX^e et XX^e siècles dans le cadre majestueux et sauvage des paysages de ce coin du département, les orgues d'Ille, les rochers autour de Bèstest. On s'attache aussi à la Sybille de fiction dont les attentes font écho à la vraie vie de Renée Vidal. En croisant les trajectoires de ses deux héroïnes, Nicole Yrle nous invite à nous interroger sur les contraintes sociales et intimes qui interviennent dans les choix de vie de femmes et d'artistes.

Nicole Gaspon

La voix de la Sibylle- Renée Vidal de Nicole Yrle Cap Béar 20€

Industrie automobile

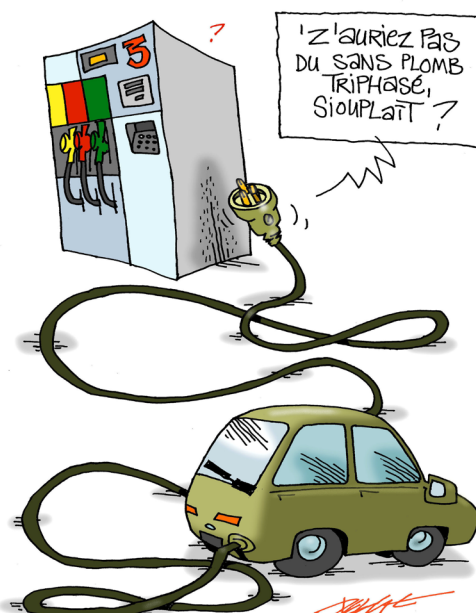
L'Europe à genoux devant les USA

C'est un véritable séisme dans l'industrie automobile française et européenne. Le groupe Stellantis né de la fusion entre Peugeot-Citroën et Fiat Chrysler a annoncé l'intention d'investir treize milliards de dollars (onze milliards d'euros) dans les quatre prochaines années aux États-Unis, pour lui permettre d'augmenter de 50% sa production par rapport au niveau actuel. Selon un communiqué, le groupe compte lancer cinq nouveaux modèles et entreprendre « dix-neuf actions » au niveau de ses produits, créant ainsi plus de 5 000 emplois dans des usines dans quatre États. L'enveloppe de treize milliards de dollars inclut des dépenses de recherche, de développement, ainsi que des financements destinés aux outils de production. C'est le plus gros investissement unique en cent ans d'histoire. L'entreprise annonce déjà le déménagement de sa production du Canada aux USA. Le premier ministre de l'Ontario est furieux, c'est une trahison selon Ottawa qui demande que Stellantis respecte ses obligations découlant des milliards de dollars d'aide financière accordée au cours des dernières décennies.

Une autre politique est possible

En acceptant les droits de douanes de 15% pour les exportations vers les USA, au nom de

Tension sur l'avenir de l'automobile



L'UE, Ursula von der Leyen a tranché volontairement la main de ces mêmes industries. Des dizaines de milliers d'emplois industriels sont menacés en France et en Europe, avec un avenir sombre pour les salariés. Les conséquences sont désastreuses avec un nouvel affaiblissement de notre industrie. Quant au gouvernement, bien décidé à montrer les muscles en invoquant les dispositions anti-coercition européennes, la posture affichée contraste fortement avec la réalité des actes. Aucune stratégie industrielle cohérente n'est mise en œuvre pour protéger les filières stratégiques françaises. L'industrie française mérite une stratégie qui s'inscrive sur la durée et qui cesse avec les politiques de saupoudrage d'argent public, protège toute la chaîne de valeur (sous-traitant) et dynamise les bassins d'emplois.

Il est temps de sortir de l'attentisme et de construire une politique publique et industrielle offensive et ambitieuse, fondée sur la coopération et la solidarité au niveau européen répondant au besoin de la population.

J. V.

Sanctions contre les allocataires du RSA

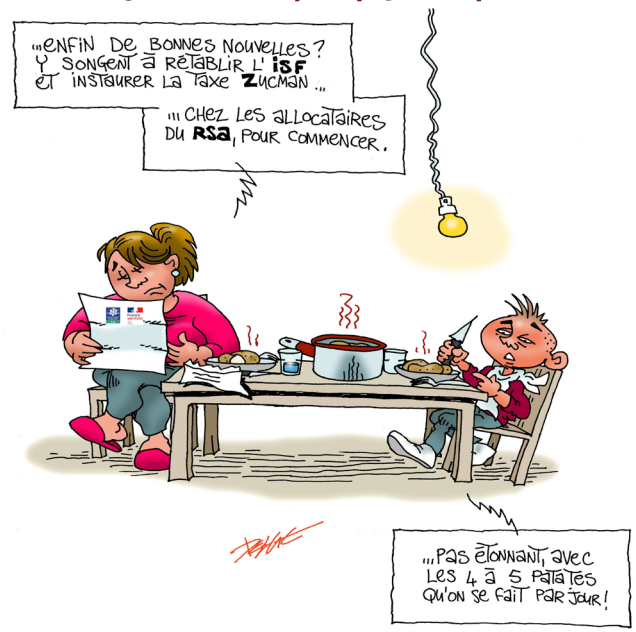
Un collectif d'associations et de syndicats ont déposé quatre recours devant le Conseil d'État contre un décret infligeant des sanctions aux allocataires du RSA.

Le Secours catholique, Emmaüs France, la LDH, ATD Quart-Monde... ainsi que la CFDT, la CGT, l'Unsa et Solidaires dénoncent une atteinte aux droits fondamentaux et une logique punitive qui fragilise les plus précaires. Le décret du 31 mai 2025 permet de sanctionner les demandeurs d'emploi qui manquent à leurs obligations de recherche. Il instaure un nouveau régime durcissant les conditions d'accès aux prestations et à l'assurance chômage, au risque de précariser davantage les plus vulnérables. Le texte, issu de la loi « plein emploi » de décembre 2023, prévoit des suspensions d'allocations pouvant aller de 30 à 100 %, pour une durée d'un à quatre mois, en cas de manquement aux obligations définies dans un « contrat d'engagement ». Un demandeur d'emploi doit, en effet, élaborer ou actualiser un contrat d'engagement prouvant qu'il recherche bien un travail.

Une opacité totale

Le décret introduit le principe de « suspension-remobilisation », censé éviter les radiations automatiques. Mais, dans les faits, les sanctions peuvent être déclenchées pour des absences à des rendez-vous, des formations non suivies ou encore des démarches jugées insuffisantes. Cette disparité territoriale est pointée comme source d'inégalités. Le collectif argumente dans un communiqué que le décret porte « atteinte au droit et à des moyens convenables d'existence » avec la suppression du RSA. S'y ajoute une opacité totale. Pourquoi 30 %, 50 %, ou 100 % de réduction du RSA ou de l'assurance chômage ? D'un territoire à l'autre, les pratiques varient. Certains départements appliquent ces sanctions avec retenue, d'autres avec zèle. L'inégalité de traitement est

Budget Lecornu II : qui va payer ? Suspense...



flagrante. L'objectif du collectif est de viser l'abrogation de ce décret. « Viser le plein-emploi ne consiste pas à intensifier la fabrique de personnes pauvres » dénoncent-ils.

Dominique Gerbault

Gaza

Un cessez-le-feu fragile

Le cessez-le-feu mis en place en début d'octobre reste un progrès significatif, la mise en place d'un véritable plan de paix reste pour le moment illusoire.

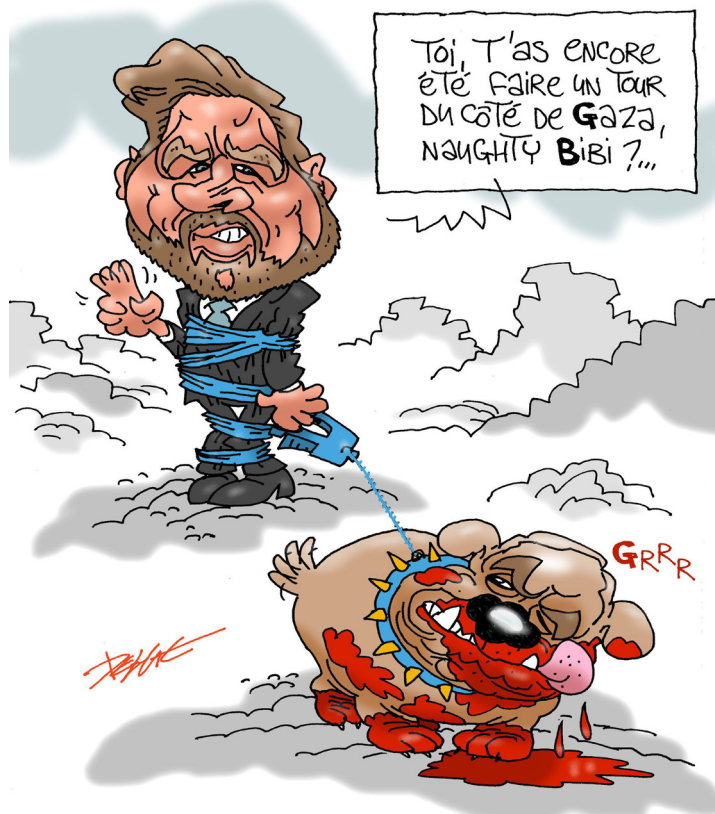
Le troisième cessez-le-feu est entré en vigueur le 10 octobre et a permis la libération de vingt otages israéliens et deux mille Palestiniens. La situation reste tendue et les deux parties s'accusent de violations mutuelles avec plus d'une centaine de gazaouis tués depuis la signature de l'accord dans des frappes de l'État hébreu sur Khan Younes le 14 octobre et sur Rafah le 19, alors que la partie israélienne accuse la mort de deux de ses soldats dans une attaque le même jour. De plus la situation humanitaire reste catastrophique selon l'OMS avec « *la faim toujours présente car il n'y a pas assez de nourriture qui parvient dans l'enclave palestinienne* ». En effet, alors que l'accord négocié stipule l'entrée de 600 camions par jour, seulement 200 à 300 y rentrent quotidiennement dont une grande partie des camions commerciaux et non humanitaires. De même la pénurie de médicaments reste préoccupante alors que seuls quatorze sur trente-six hôpitaux gazaouis fonctionnent et doivent traiter plus de 170 000 blessés.

Un long chemin pour la paix

Une autre source d'inquiétude est la question de l'application et du maintien du cessez-le-feu car la méfiance mutuelle entre le Hamas et l'État hébreu rend toute trêve difficile à maintenir. La société israélienne, otage de la poussée nationaliste, reste majoritairement en faveur de la politique dure envers son voisin palestinien.

De plus la volonté du gouvernement israélien de garder la main en matière de choix concernant la force internationale de stabilisation rend la concrétisation de cette dernière complexe. Lundi dernier par exemple le ministre des Affaires étrangères israélien Gideon Saar a exclu la présence des soldats turcs, car selon lui « *la Turquie a adopté une approche hostile envers Israël* » durant le conflit. Au-delà du cessez-le-feu se dresse la question du futur de Gaza et de son gouvernement. L'idée américaine d'une gouvernance transitoire temporaire par un comité palestinien technocratique et apolitique sous supervision d'un « *Conseil de la Paix* » présidé par Trump lui-même, reste déconnectée des aspirations des acteurs et des rapports de force sur le terrain. De même le plan de développement économique « *reconstruire et dynamiser Gaza* » reprend les idées, farfelues, du président américain de transformer l'enclave en centre touristique et technologique. Si la France a enfin reconnu la Palestine en tant qu'État en septembre, il n'en est pas

**Contre les crimes de Netanyahu
Les chaînes de la Cour Pénale Internationale,
ou la laisse extensible des USA ?**



question dans le processus de paix proposé par l'administration américaine. La paix américaine ne prévoit même pas la perspective d'une solution à deux états in fine.

J. S.



La Colombie dans la ligne de mire des USA



Alors que la pression militaire américaine s'accroît sur le Venezuela c'est au tour de la Colombie de subir l'ire du président américain.

La pression impérialiste américaine s'intensifie en Amérique du Sud. Pendant que le locataire de la Maison Blanche fait stationner des destroyers à Trinité-et-Tobago à une dizaine de kms de la côte vénézuélienne, les frappes illégales sur les embarcations soi-disant de narcotrafiquants continuent.

Ils s'étendent désormais au Pacifique, avec plusieurs victimes, dont un pêcheur, près des eaux colombiennes entraînant le rappel de l'ambassadeur colombien aux États-Unis. Le président colombien Gustavo Petro (centre gauche) est un fervent critique de la politique trumpienne sur l'immigration ou encore sur Gaza, il

a participé personnellement aux manifestations pour la paix en Palestine aux États-Unis déclenchant la colère de Trump qui l'a qualifié de « *baron de la drogue* ». Pete Hegseth, le secrétaire d'état américain à la guerre compare les narcotrafiquants à Al Qaida. Caracas craint désormais une intervention militaire américaine.

L'intervention qui serait par ailleurs facilitée par le fait que le pays comporte plusieurs bases militaires américaines, héritage des accords passés par les dirigeants précédents et dont le président Petro envisage désormais l'expulsion.

J. S.

L'état de droit

Nous marchons sur la tête, nous avons perdu le nord, le sud et le reste.

La justice

Notre pays est une république avec une constitution, des responsables élus dans des conditions clairement définies, des lois à respecter fruits de son histoire et une institution riche, complexe, elle s'appelle la justice, elle est garante de la bonne marche du système. Elle se donne les moyens de faire respecter ces lois en offrant aux justiciables toutes les garanties inscrites.

L'égalité est un principe intangible et les arrangements avec les règles sont souvent perçus comme des échappatoires pour ceux qui auraient envie de s'arranger avec. La situation sociale de certains justiciables peut offrir des occasions de tenter des tels arrangements. Les puissants pourraient se sentir des tentations de s'inventer un « droit » à leur mesure et mettre la justice à leur service.

Le branlebas médiatique

Avec la condamnation de Sarkozy et son passage à la Santé, le branlebas médiatique

qui l'accompagne, les soutiens qui l'entourent, la défense de l'État de droit dont ils se font un rempart, les impasses faites sur une procédure longue et des plus sérieuses dont le grand public ne connaît ni les tenants ni les

plus que la survie politique d'un homme et d'un système pour lesquels il faut tenter quelque chose qui occultera leurs fautes, si faute il y a d'ailleurs. Parce que rien n'est sûr là-dedans. Certes il y a eu un attentat, il y a eu des manœuvres pour faire oublier les responsables, pour se procurer de l'argent, pour faire en sorte que l'on parle de moins en moins de victimes qui y ont laissé la vie. C'était il y a longtemps une affaire trouble avec des personnages peu recommandables. Y a-t-il des preuves d'ailleurs. C'est beaucoup de bruits pour rien et une première qui fait désordre dans une démocratie. Un ex-président derrière les barreaux ! D'autant que les temps sont troubles, que la république se cherche, que les premiers ministres valsent, que Macron est hors sol, que Poutine et Trump n'en finissent pas d'empuantir le quotidien et nous, on met Sarkozy en prison comme s'il nous

fallait une victime expiatoire à sacrifier à l'État de droit.

Et pourtant

Je pense que l'on n'a pas tort. Tout simplement pour la justice.

Jean-Marie Philibert



aboutissants, on bascule dans des méandres où le procès importe peu, ou le délibéré des juges est passé sous silence.

Rien n'est sûr

On tombe dans une émotion où ne compte



Le Travailleur Catalan l'hebdo Abonnez-vous !

Bulletin d'abonnement
à remplir lisiblement, en lettres majuscule.

Nom : Prénom :
Adresse :
N° : Rue, Bd, Av., etc... : Nom de la voie :
Code postal ou cedex : Ville :
Mail : Tél. :

☐ Papier / 6 mois **40€** (6,70€/mois) ☐ Papier / 1 an **78€** (20€/3mois) ☐ Numérique - Papier / 1 an **100€** ☐ Numérique / 1 an **66€**

Je règle :

Date : . / . / . . .

☐ par chèque à l'ordre du Travailleur Catalan
☐ par prélèvement automatique
Joindre un RIB

Bulletin à renvoyer à : Le Travailleur Catalan, 44 avenue de Prades - 66000 Perpignan. Tél. : 04 68 67 00 88 - Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.